



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

LE 21 FEVRIER 1988

N° 168

PRIX: 3 FF

LES CANDIDATS  
EN  
CAMPAGNE

S  
E  
N  
E  
G  
A  
L



**LES EXPLOITES N'AURONT  
LEUR DEMOCRATIE QUE S'ILS  
SONT CAPABLES DE L'IMPOSER**

SOMMAIRE  
AU  
VERSO

é d i t o r i a l

SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 3 et 4

- Sénégal: une campagne électorale où la préoccupation des aspirations des pauvres n'est que prétexte pour les tromper.

Pages 5 à 8

- Tchad: un Front de lutte ou un Front pour la soupe ?

- Certains habitants de Sabangali victimes des bulldozers de la mairie.

- Bilan partiel d'un lourd fardeau.

Pages 9 et 10

- Burkina: bilan critique de quatre années de révolution.

Page 10

- Mali: une poignée de francs pour une grande publicité.

Page 11

-La révolte des Palestiniens inquiète autant les dirigeants des Etats arabes, israélien qu'impérialistes.

A B O N N E M E N T

ET

A D R E S S E

(VOIR PAGE 10)



SENEGAL: LES EXPLOITES N'AURONT LEUR DEMOCRATIE QUE

S'ILS SONT CAPABLES DE L'IMPOSER

Le 28 février prochain, auront lieu au Sénégal les élections présidentielles et législatives auxquelles se présenteront plusieurs partis politiques. La campagne électorale bat son plein et des meetings ont lieu un peu partout dans le pays.

Pour bien des Africains, le Sénégal apparaît comme un pays privilégié du simple fait qu'il y a dans ce pays la possibilité pour les partis politiques de se présenter aux élections et de critiquer la politique du régime sans forcément être menacé d'aller en prison. Les électeurs y ont le droit, même illusoire, de choisir entre plusieurs candidats et partis politiques. Droit qui, même sur le plan uniquement juridique et formel, est inexistant dans la plupart des pays d'Afrique où ne règnent que des généraux.

Et c'est vrai que le simple fait qu'il existe une petite vie politique et un certain débat politique à l'occasion de ces élections, même limité à un petit milieu privilégié, ce n'est pas rien comparé aux régimes de parti unique qui entourent le Sénégal. Une telle situation paraît alors comme une exception, et enviable aux yeux d'un certain nombre d'Africains qui ne connaissent que des dictatures.

Mais à y regarder de près, la différence n'est pas bien grande. Chacun sait qu'Abdou Diouf est sûr d'être réélu. Il a derrière lui tout son appareil d'Etat, tous ces fonctionnaires, qui travaillent pour lui sans compter l'appui des grands marabouts qui appellent à voter pour lui. Et puis on sait aussi que, comme lors des dernières élections, les urnes seront bourrées, qu'on fera voter les morts pour Abdou Diouf et que par conséquent le "choix" que celui-ci veut bien autoriser est par avance tronqué.

Cette "démocratie à la sénégalaise" dont se vantent Diouf et ses thuriféraires du journal "Le Soleil" ne concerne en réalité qu'une toute petite minorité de la population, l'intelligentsia et la petite poignée des privilégiés des grandes villes. La grande majorité en est écartée, non pas par la loi, mais par la misère, l'analphabétisme, l'influence de la tradition, en un mot par le poids de la société qui écrase les petits. Ceux-ci peuvent peut-être voter pour l'un ou l'autre de ces candidats, mais ils ne participent pas en fait à la vie politique.

Dans le cadre de cette société profondément injuste où la pauvreté, la misère et la dictature vont de paire avec la richesse, le gaspillage et l'exploitation, où une petite minorité décide du sort de l'écrasante majorité, eh bien le simulacre de "démocratie" au Sénégal est le mieux qu'on puisse espérer en Afrique. Et ce n'est pas grand-chose, c'est le moins qu'on puisse dire.

Mais si les exploités veulent mieux, il faut qu'ils sachent qu'ils ne l'obtiendront qu'en se battant. La pauvreté, l'analphabétisme et la dictature ne sont pas des fatalités ou des passages obligés, même pour des pays pauvres. Et il est possible d'y mettre fin, à condition que les ouvriers, les petits paysans et les petites gens prennent conscience de leur force collective et aient la volonté de prendre en main leur destinée pour arracher leur liberté et leur dignité. Cela nécessite également qu'ils s'organisent pour détruire le système capitaliste, le vrai responsable de la misère et de la dictature, pour organiser autrement la société.

Cette tâche-là, on peut la commencer dans les pays pauvres. Le prolétariat africain, en menant le combat, peut montrer à ses frères des autres continents l'exemple à suivre pour leur émancipation et celle de toute l'humanité. Et si au Sénégal, pour les révolutionnaires il y a une opportunité à saisir à l'occasion de cette campagne électorale, c'est celle de propager l'idée de la nécessité pour les exploités de s'organiser contre l'exploitation et l'oppression.

Et ce langage, aucun des candidats en présence ne le tient.

### SENEGAL: UNE CAMPAGNE ELECTORALE OU LA PREOCCUPATION DES ASPIRATIONS DES PAUVRES N'EST QUE PRETEXTE POUR LES TROMPER

L'actualité politique au Sénégal est depuis plusieurs semaines dominée par les élections présidentielles et législatives qui auront lieu le même jour, le 28 février. Pour les présidentielles, il y a quatre candidats: Abdou Diouf du P.S., Abdoulaye Wade du P.D.S., Babacar Niang du P.L.P., et Landing Savané de A.J.-M.R.D.N. Pour les législatives, six partis se présentent.

Abdou Diouf a fait plusieurs périples en province pour expliquer que le meilleur candidat, c'est lui. Et comme d'habitude, l'appui des grands marabouts ne lui a pas manqué. Par ici, on a proclamé qu'il était le "candidat choisi par Dieu", par là qu'il était le "candidat des musulmans".

Côté opposition, Abdoulaye Wade se voit déjà au palais présidentiel: "nous serons au pouvoir après les élections du 28 février", déclarait-il lors d'un meeting, tandis que son bras droit promettait dans un autre meeting que "tout de suite après la victoire éclatante du P.D.S" les usines rouvriront, le riz coûtera 60 FCFA le kg et que les paysans auront gratuitement des semences pendant deux ans.

De son côté, Babacar Niang n'y va pas de main morte: "si je suis élu président, déclare-t-il, j'aiderai les religieux, leur famille dans leur devin office, je diminuerai le coût de la vie (riz, essence, électricité, huile), j'introduirai l'enseignement religieux à l'école et les langues nationales seront employées à l'Assemblée Nationale. . ."

Landing Savané, lui, proclame qu'il n'a "aucune illusion sur la sincérité du scrutin qui sera organisé en février 88". Mais "dans l'hypothèse où nous nous retrouverions à la présidence de la République nous avons notre plate-forme en 16 points" (plate-forme qui prévoit entre autres "la constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, dénonciation des accords avec le F.M.I., augmentation du pouvoir d'achat des masses populaires, baisse immédiate des prix des denrées de première nécessité", etc.).

. . . / . . .

Face à tous ces pères Noël des promesses électorales, Abdou Diouf a beau jeu de dénoncer les "charlatans" et les "marchands d'illusions". Lui, il n'a pas besoin de promettre la lune pour arriver au pouvoir. Il y est et il est assuré d'y rester. Les résultats sont déjà dans sa poche. Pour faire "démocrate", il accordera volontiers quelques pour-cents de voix aux partis d'opposition et leur laisser quelques postes de députés. Il faut bien qu'il leur fasse ce petit cadeau pour se distinguer un peu de ses voisins qui, quand ils veulent bien procéder à des élections, font des scores de 99,99%.

Abdou Diouf ne cache pas sa fierté lorsque les médias occidentaux lui donnent un satisfecit à l'instar du journal américain "Newsweek" qui découvre au Sénégal "la démocratie en action", ou du journal "Le Monde" pour qui le Sénégal est une "oasis de démocratie".

Il est bien vrai que le système de multipartisme au Sénégal fait figure d'exception, mais il ne tient enfin de compte qu'à la seule volonté de Diouf. Tout comme il a, depuis son accession à la présidence, "décidé" d'autoriser les 17 partis politiques, il peut également "décider" de les interdire, comme Senghor avait interdit les partis d'opposition, peu après la proclamation de l'indépendance du Sénégal, avant de les autoriser au compte-gouttes quelques années plus tard.

Abdou Diouf a pu, jusqu'à aujourd'hui, faire joujou avec le multipartisme et jouer au régime parlementaire, mais il n'est pas exclu que même s'il a envie de continuer ce jeu, un général ambitieux ou un capitaine frais émoulu ne mette fin à sa mascarade de "démocratie", en passant y compris sur son cadavre, s'il s'y opposait. Alors, jusqu'à nouvel ordre, Abdou Diouf, et derrière lui l'impérialisme français, peut bien "autoriser" une certaine liberté au petit milieu de la classe politique sénégalaise. Ca ne lui coûte rien. Bien au contraire, il en tire un prestige . . . et des crédits supplémentaires auprès des banquiers internationaux.

Quant à l'écrasante majorité de la population, ses conditions de vie ne sont nullement différentes de celles des pays voisins. Tous les exploités, de part et d'autre des frontières, vivent les mêmes difficultés, les mêmes misères et la même dictature finalement. L'Etat, qu'il soit celui du "démocrate" Diouf ou du galonné Moussa Traoré, opprime pareillement les populations. Les pauvres sont aussi méprisés au Sénégal qu'ailleurs. Les policiers, les douaniers et les gendarmes sont aussi voraces et aussi méprisants au Sénégal qu'au Mali à l'égard des petites gens.

Ce jeu politique que Diouf veut bien laisser jouer au Sénégal satisfait peut-être le milieu politique bourgeois et des intellectuels pour qui le sommet de la démocratie, c'est d'avoir le droit de palabrer dans les salons et de se présenter aux élections, et pourquoi pas réaliser ainsi les ambitions personnelles en décrochant une petite carrière politique. Mais l'écrasante majorité de la population en est de fait tenue à l'écart.

La liberté d'expression, la liberté d'élire ses représentants, de manifester et de s'organiser en dehors des appareils encadrés par le pouvoir, oui les travailleurs en ont besoin. Mais pour que cela ne soit pas seulement réservé au petit milieu des privilégiés, il ne faut pas que les exploités attendent qu'on le leur accorde.

La meilleure garantie pour obtenir ces libertés démocratiques, c'est que les exploités les arrachent eux-mêmes et s'en servent réellement, à leur manière, c'est-à-dire en instaurant leur pouvoir et en le contrôlant les armes à la main pour que personne ne puisse les empêcher de choisir eux-mêmes, dans la démocratie la plus large, leurs représentants et leur politique au service des intérêts du plus grand nombre.

En dehors de cette perspective, les exploités auront peut-être, si les dirigeants le veulent bien, le droit de glisser un bulletin dans l'urne, mais leur bulletin servira tout au plus à désigner qui aura le droit d'être à la tête du pays pour les opprimer et pour défendre l'ordre des exploités.

## TCHAD: UN FRONT DE LUTTE OU UN FRONT POUR LA SOUPE

Le front Patriotique Tchadien (F.P.T), nouvelle organisation politique d'opposition créée ici dans l'immigration, prétend regrouper en son sein tous les principaux courants de l'opposition disparate de l'intérieur comme de l'extérieur du pays.

Le "néo-GUNT", comme on l'appelle à l'opposé de l'ancien GUNT dirigé par Goukouni qui selon le F.P.T est un "général sans troupe", est patronné par un ancien ministre de Goukouni, Acheik Ibn Oumar, un jeune loup qui est déjà allé à la soupe gouvernementale et qui y a pris goût, aspire maintenant à la Présidence de la République. Parmi ses lieutenants, il y a un autre ex-ministre et quelques autres laissés pour compte de certaines organisations qui, depuis, ont lié leur sort à celui du gouvernement en place en échange de quelques postes ministériels ou autres.

Le F.P.T se présente donc comme un Front. C'est le dernier avatar de ces fronts successifs qui, depuis le combat du Frolinat contre Tombalbaye, ont toujours prétendu représenter contre la dictature en place les intérêts du peuple pour se retrouver à opprimer ce même peuple lorsqu'ils avaient la chance d'arriver à accéder au pouvoir.

C'est sans le moindre complexe que le F.P.T se montre comme l'unique représentant de l'opposition et présente son combat comme "le combat d'un peuple". C'est déjà, faut-il le signaler, sous prétexte d'unité, tenter d'imposer une dictature à l'intérieur de l'opposition.

Que proposent ces messieurs de l'opposition qui ne soit différent de ce que font ceux de N'Djaména? L'arrêt de l'ingérence libyenne au Tchad? C'est le cheval de bataille de Habré. "Une réconciliation nationale avec les autorités de N'Djaména et la "mise en place d'une force neutre (panafricaine)" pour veiller à la paix au Tchad? Les dirigeants du F.L.T n'innovent pas sur ce terrain-là.

Le F.P.T prétend que sous sa direction, l'opposition s'est "retrouvée" et a dégagé de "nouvelles perspectives de lutte" et qu'elle va vers "l'unification totale de l'opposition". Mais à quoi donc servira cette unification totale de l'opposition? Quelles sont donc les nouvelles perspectives de lutte? Même s'il s'agissait de la lutte pour le renversement du régime de Habré que cela ne donnerait pas à ce regroupement une politique qui puisse valoir pour les classes exploitées tchadiennes de se battre sous son drapeau.

De surcroît, ce n'est pas du renversement de Habré qu'il s'agit. A en croire "Dodjo" leur premier journal (sera-t-il aussi le dernier comme celui d'un autre Front dont les dirigeants s'étaient précipités pour rentrer?), un des grands acquis d'Ouagadougou était d'avoir dégagé "un plan de réconciliation nationale" et Dodjo ajoute: "le GUNT s'engage à ne pas poser de préalable d'ordre protocolaire pour une réunion de réconciliation nationale avec les autorités de N'Djaména". En d'autres termes, l'ambition politique suprême du F.P.T, c'est d'accéder sans protocole et sans manière à l'intégration dans l'équipe au pouvoir par Hissène Habré, si toutefois ce dernier, après les ralliements de Kamougué, Djogo et autres, en a besoin .

Alors l'avenir dira si le F.P.T aura justement de l'avenir. Mais rien, dans ses propositions ou dans ses ambitions fort modestes d'être admis par Habré, n'a de quoi enthousiasmer quiconque. Mais il faut bien que le petit milieu politique de l'opposition "vive". Cette "opposition" dont la seule originalité politique réside précisément dans le fait qu'elle soit dans l'opposition, c'est-à-dire écartée des postes et prébendes.

Son unique chance, si elle en a une, c'est si Habré soulève un jour une colère populaire telle que son régime en saute -oh! non pas sous les coups de ces messieurs, mais sous les coups du peuple révolté- ces gens-là constitueront peut-être, en concurrence avec Goukouni, une équipe de rechange pour l'impérialisme.

Pour l'instant, l'impérialisme français et l'impérialisme américain ont toutes les raisons d'être satisfaits de Habré qui a pour eux l'avantage d'être moins amateur que tous ces gens qui prétendent représenter l'opposition et remplit parfaitement le rôle pour lequel il est armé et payé, c'est-à-dire pour faire tenir tranquille la population tchadienne.

Mais on ne sait jamais si l'impérialisme français lui-même qui a dû se débarrasser d'un de ses serviteurs Bokassa lorsqu'il commençait décidément à en faire trop au point de risquer l'explosion populaire, l'impérialisme a su à ce moment-là aller chercher Dacko dans sa retraite, histoire de montrer qu'il remplaçait un dictateur par un oppositionnel.

Voilà donc ce que ces gens-là peuvent ambitionner: ou d'être admis par Habré lui-même ou alors constituer une solution de remplacement pour l'impérialisme, au cas où pour diverses raisons Habré ne ferait plus l'affaire.

#### N'DJAMENA: CERTAINS HABITANTS DE SABANGALI VICTIMES DES

#### BULDOZERS DE LA MAIRIE

Le 11 janvier dernier, les maisons situées à la périphérie du quartier de Sabangali à N'Djaména, près du fleuve Chari, ont été rasées aux bulldozers sur l'ordre de la municipalité. Les habitants de ces lieux à qui le maire de N'Djaména avait donné juste quelques jours pour "déguerpir", sont ainsi devenus du jour au lendemain des sans-abris -alors que certains d'entre eux vivaient dans cet endroit depuis dix ans.

Pourtant ces habitants avaient acheté des terrains pour y construire leurs maisons d'où ils sont maintenant chassés. Mais selon le maire, dont "Info-Tchad" s'est fait le porte-parole, les chefs de quartier auraient vendu les terrains en question de façon illicite. Et ceux-ci, traités comme de vulgaires "escrocs" se sont d'ailleurs retrouvés en prison.

En réalité, la municipalité et les chefs de quartier se disputent pour décider de qui aura le droit de prélever désormais l'argent sur les terrains qui, auparavant rapportaient de l'argent aux chefs de quartier, suivant une sorte de droit foncier traditionnel non écrit. Autrefois, la mairie laissait faire parce que les chefs de quartier ne prélevaient qu'une modique somme de 4.000 à 5.000 FCFA. Mais ces dernières années, les prix ont décuplé et cela commençait à être une affaire juteuse. Alors le maire a décidé de s'en occuper lui-même; "car aujourd'hui les choses ont bien changé", dit-il.

En effet. Le renchérissement des terres est un phénomène général. Plus l'Afrique s'intègre dans le marché capitaliste mondial, plus une telle évolution simplifie les rapports et les ramène à un même pouvoir, l'argent. Les terres deviennent des marchandises. Elles font l'objet d'une spéculation et elles deviennent de plus en plus cher. D'autant plus que ces dernières années, l'exode rural a pris une très grande ampleur à cause de la sécheresse. Et à N'Djaména tout comme dans d'autres capitales

africaines, il est de plus en plus difficile de trouver un logement. Les plus démunis se construisent des abris de fortune formant des bidonvilles interminables.

Le problème de logement (tout comme les autres besoins nécessaires) devient pour les exploités un moyen d'enrichissement. Le Tchad a beau être un pays pauvre, sa population a beau être en proie à une famine périodique, on arrive quand même, légalement ou non, à prélever sur le dos de celle-ci des sommes importantes.

C'est donc cela qui intéresse le maire de N'Djaména. Et s'il a envoyé en prison des chefs de quartier de Sabangali en faisant semblant de découvrir que ceux-ci se livraient à une vente illicite de terrains, c'est pour se débarrasser des concurrents gênants tout en donnant un avertissement musclé à d'autres qui seraient tentés de faire pareil.

Le maire essaie de se donner le beau rôle et, en dénonçant les "chefs de quartier escrocs", de se poser en défenseur des petites gens escroquées. Mais que n'a-t-il donc pas obligé les chefs qui se sont enrichis de la sorte, à financer la nouvelle installation des gens expropriés? Que n'a-t-il donc pris en charge de nouveaux lotissements, y compris dans le quartier de Sabangali, pour que personne ne se retrouve sans abri?

Le sort des habitants est certainement le moindre de ses soucis. La mairie a, grâce à ces expulsions, de nouveau à sa disposition des terrains parmi des plus agréables, au bord du fleuve. Les petites gens auront encore moins de chance qu'avec des chefs de quartier vénaux d'accéder à un lotissement dans ce quartier, où les emplacements seront convoités par des sociétés commerciales, des organismes officiels ou des organismes internationaux.

#### GREVE DES AGENTS VACCINATEURS

En janvier dernier, plusieurs vaccinateurs et enregistreurs qui soignaient, à N'Djaména, des dizaines de mères et d'enfants ont décidé d'interrompre la vaccination pour protester contre la non distribution de vivres qui devraient leur être versés. Ils ne reprendraient le travail qu'une fois leurs revendications satisfaites.

Au Tchad, les infirmiers, tout comme le reste des fonctionnaires de l'administration, ne touchent qu'un "demi-salaire" qui ne tombe que tous les deux, trois ou quatre mois. Alors, pour stimuler la vaccination, le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) avait mis à la disposition des vaccinateurs des parts de vivres "Food for Work" (Nourriture en échange du travail).

Mais comme d'habitude, tout ce qui est aide alimentaire est détourné, en partie, sinon en totalité par les dirigeants et les responsables de la distribution. Il n'est pas étonnant que les vaccinateurs manquent de ration.

Le gouvernement explique que cela est dû "à la lenteur administrative". Mais pour une fois, cette "lenteur" est provoquée par des profiteurs hauts placés .

TCHAD: BILAN PARTIEL D'UN LOURD FARDEAU

Le quotidien gouvernemental "Info-Tchad" du 14 janvier dernier a donné le résultat partiel des taxes imposées à la population tchadienne au nom de la "contribution à l'effort de guerre" pour l'année 1987.

Le chiffre des recettes s'est élevé à près de 2 milliards de FCFA -sans compter des "dons en nature" (bétail, céréales, bijoux, etc.). Même le montant partiel de l'argent ainsi récolté est déjà un fardeau trop lourd pour une population pauvre, souvent frappée par la famine comme cela est encore le cas cette année, et obligée par ailleurs de payer des cotisations à l'UNIR (parti unique) ainsi que des impôts annuels.

Cette histoire de "l'effort de guerre" est un véritable racket dont les principales victimes sont les populations pauvres. Même parmi les fonctionnaires, 80% de ceux qui cotisent sont les gagne-petits qui, de plus, ne touchent que la moitié de leurs salaires. Mais 20% des fonctionnaires qui sont "mieux lotis" ainsi que des hommes d'affaires ont réussi à se soustraire de "l'effort de guerre". Et puis, il y a aussi le cas de certaines autorités chargées de collecter les taxes, qui non seulement ne paient rien elles-mêmes, mais détournent une partie des collectes pour leur propre compte.

Même si les sommes récoltées étaient intégralement versées à "l'effort de guerre", ce serait tout de même une injustice que de prélever ainsi le tiers, voire la moitié des maigres ressources des classes pauvres pour une guerre qui n'est pas la leur, et où elles n'ont absolument rien à gagner. Mais ce n'est même pas de cela dont il s'agit. S'il n'y avait pas la guerre, Hissène Habré, comme d'ailleurs Goukouni, l'aurait inventée.

Dans ce pays pauvre qu'est le Tchad, la classe riche se confond pour ainsi dire avec les bandes armées qui détiennent le pouvoir, et leur "clientèle" de commerçants et d'hommes d'affaires. L'exploitation des classes pauvres prend la forme brutale du pillage. C'était le pillage sans fond au temps où Hissène Habré était un chef de bande armée dans l'opposition. Il n'a pas cessé d'être un chef de bande armée depuis qu'il est reconnu chef d'Etat. Mais il a le pouvoir de légitimer le pillage et le racket en le nommant désormais "effort de guerre".

Et c'est cet "effort de guerre" prélevé sur la population, qui sert à l'entretien et à l'enrichissement des "chefs de guerre" petits et grands qui gravitent dans l'ombre de Habré, les titulaires de postes d'autorité de toutes sortes, et les milieux d'hommes d'affaires qui leur sont liés. C'est une sorte de féodalité moyenâgeuse, mais armée et partiellement financée par des puissances impérialistes du 20ème siècle.



## BURKINA: BILAN ET CRITIQUE DE QUATRE ANNEES DE REVOLUTION

Au mois de janvier se sont déroulées à Ouagadougou des assises regroupant un certain nombre de dignitaires du régime. Elles étaient consacrées au "bilan et critique de quatre années de révolution" et étaient terminées par un meeting.

Ce meeting, qui était donc le clou de ces assises, a été commenté par "Sidwaya", le journal officiel du régime, comme une des plus grandes manifestations depuis les années 1983-1984. Et tous les commentaires du journal, ainsi que du milieu officiel, soulignaient une participation nombreuse, histoire de montrer que le régime a une assise populaire.

C'est que le renversement sanglant de Sankara, le 15 octobre dernier, a créé un malaise, c'est le moins qu'on puisse dire, et à l'intérieur du Burkina, et à l'extérieur. Blaise Compaoré avait besoin de démontrer en dedans et peut-être surtout en dehors, qu'il avait bien la situation en main.

Au cours du meeting en question, Compaoré s'est livré à une gymnastique difficile. D'un côté, pour asseoir sa légitimité sur le cadavre de Sankara, il fallait bien qu'il se démarque du règne de celui-ci. De l'autre, comme il a été N°2 de Sankara pendant longtemps, il pouvait difficilement tout renier. Pour ce qui est donc de la continuité, c'est le maintien du régime tel qu'il était avant, c'est-à-dire militaire. Et pour ce qui est de la rectification, il y a quelques gestes comme la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques et les déclarations d'encouragement à l'initiative privée.

Mais il faut croire que Compaoré lui-même ainsi que le milieu politique qui l'entoure, sont aujourd'hui très versés dans une dialectique dont on ne sait pas trop s'il provient plus de Mao Tsé Toung que du Quartier Latin, et dans quelle proportion. Voilà qu'il a inventé le terme de "rectification de la révolution". La révolution c'est lui et Sankara. Rectification, c'est lui seul quand Sankara commençait à devenir mégalomane.

D'un côté donc c'est le mot "révolution anti-impérialiste", en veux-tu en voilà! (le discours des responsables se termine invariablement par "A bas l'impérialisme! A bas le néo-colonialisme! A bas la réaction! Pour l'approfondissement de la révolution d'août!" D'un autre côté, c'est la "dénonciation de plusieurs mesures populiste, spontanéiste, aventuriste" et les "manquements graves dans l'exercice de la démocratie ont cultivé au sein de notre peuple la méfiance, la peur, la résignation et la perte de l'espoir qu'il avait placé dans la révolution".

"La méfiance, la peur et la résignation", il faut croire que la révolution d'août n'avait plus fière allure. Mais il faut croire qu'il a suffi d'un guet-apens et de l'assassinat de Sankara pour que la révolution retrouve espoir, liberté et démocratie.

Voilà donc la conclusion à laquelle ont abouti ces savantes assises et qu'un -décidément- Compaoré n'a pas peur des mots. Il a déclaré au meeting de conclusion que ces assises ont été "incontestablement une défaite cinglante infligée à l'impérialisme et une grande victoire de la révolution d'août". Oui, sans doute, l'impérialisme doit trembler sur le numéro de "Sidwaya" qui rapporte ce discours.

Cela dit, si Compaoré a hérité de Sankara quelque chose, c'est l'utilisation du mot révolution. Evidemment, personne n'est propriétaire du mot révolution et personne ne peut empêcher Compaoré de parler de révolution, quand quelques dizaines de militaires renversent un régime pourri, ou lorsque quelques militaires tirent dans le dos d'un de leurs camarades au pouvoir. Mais on peut pour le moins faire la distinction entre les "révolutions" de cet acabit, mot dont se servent bien des dictateurs pour légitimer ce qu'ils font de la révolution, et la vraie, celle qui partant d'en bas, peut

changer le cours de l'histoire -comme celle qui s'est déroulée en France en 1789, en Russie en 1917 ou en Chine en 1949 pour ne citer que ces trois révolutions- et met en branle des dizaines et des centaines de milliers de personnes mues par leurs propres intérêts et non ramenées comme des troupeaux pour applaudir quelques chefs.

MALI: UNE POIGNEE DE FRANCS POUR UNE GRANDE PUBLICITE.

Le gouvernement de Chirac a récemment prêté une somme de 500 millions de francs CFA au gouvernement de Moussa Traoré.

La signature de ce prêt, modique somme pour l'impérialisme français, a connu une grande publicité dans les médias maliens. Normalement cet argent est destiné à financer l'Office du Niger, c'est-à-dire un établissement agricole qui était créé par l'impérialisme français avant l'indépendance.

Les colons exploitaient la population dans les grands champs de coton et d'arachide pour répondre aux besoins des grands capitalistes comme Boussac qui possédaient une grande production dans le domaine textile, par l'intermédiaire de la CFDT (Compagnie Française de Textile ) devenue depuis l'indépendance CMDT (Compagnie Malienne du Textile).

Dans quelle mesure l'argent prêté servira-t-il à redresser l'Office du Niger comme prétendent les galonnés de Bamako et dans quelle autre cet argent ira-il directement dans les poches de certains dirigeants corrompus ? Il sera difficile de répondre directement.

Mais une chose est sûre, c'est que si l'impérialisme français prête cette somme aussi modique soit-elle, il est sûr de le récupérer d'une manière ou d'une autre, soit par les liasses en CFA, soit par une grande soumission de son valet galonné.

A B O N N E M E N T

- France : pli ouvert 55 FF; pli fermé 65 FF. Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

- Etranger : même tarif mais

uniquement en "coupons-réponses" international.

A D R E S S E

Toute correspondance est à adresser à COMBAT-OUVRIER B.P. 42 - 92114-CLICHY Cedex

LA REVOLTE DES PALESTINIENS INQUIETE AUTANT LES DIRIGEANTS DES  
ETATS ARABES, ISRAELIEN QU'IMPERIALISTES

Cela fait plus de deux mois que la révolte des peuples palestiniens dure et elle est loin de s'éteindre. La vague de révoltes parties de Gaza au mois de décembre gagne la Cisjordanie. Des grandes villes comme Naplouse et Jérusalem ont connu des affrontements violents. Et la répression de l'armée israélienne ne fait nullement peur aux manifestants.

Plus l'armée réprime, plus cela soulève la population palestinienne et alimente la révolte de celle-ci. Ce sont surtout des jeunes, mais aussi des vieux, des femmes qui descendent dans les rues pour jeter des pierres contre une armée bien équipée. Ils ne reculent pas devant les balles.

Ainsi, le soulèvement des jeunes entraîne avec lui toute la population palestinienne des territoires occupés. C'est un mouvement de masse et l'armée israélienne est impuissante pour arrêter la révolte. Pourtant, cette armée d'Israël n'avait pas eu du mal à vaincre les armées des Etats arabes depuis maintenant quarante ans. Elle n'avait pas eu autant de mal à vaincre l'armée égyptienne et celles des autres Etats de la région pour occuper Gaza et la Cisjordanie.

Dans ce cas, l'armée israélienne avait affaire à une guerre traditionnelle qui l'opposait à des régimes pourris dont les soldats n'avaient pas vraiment envie de se battre. Il suffisait de se doter d'armements sophistiqués, des blindés, d'aviation pour bombarder et détruire des villes entières. Mais aujourd'hui, elle a affaire à toute une population des territoires occupés qu'aucune balle n'arrête. Oui, il y a une détermination de la population.

Auparavant, le massacre des Palestiniens se faisait par l'intermédiaire des dirigeants des Etats arabes. Ainsi, lors du "Septembre Noir", c'est l'armée jordanienne qui a exécuté cette sale besogne. Au Liban, pendant la guerre civile, ce sont les milices phalangistes et l'armée syrienne qui étaient les tortionnaires.

Aujourd'hui, c'est l'armée israélienne elle-même qui réprime. Et toute une partie de l'opinion israélienne est ébranlée par le rôle qu'on fait jouer à l'armée. Et c'est de la réaction que cela risque de déclencher qu'Israël a des craintes. L'inquiétude est aussi grande chez les dirigeants arabes. Moubarak d'Egypte et Hussein de Jordanie ont entrepris des voyages en Europe pour convaincre les dirigeants occidentaux de faire pression sur Israël.

Leur souci n'est absolument pas de chercher des solutions d'avenir pour le peuple palestinien. Cela, ils s'en moquent éperdument et ils l'ont montré à plusieurs reprises. Ce qu'ils craignent, c'est que la mobilisation des Palestiniens et leur détermination ne fassent tâche d'huile dans leurs propres territoires. Une grande ville comme Le Caire où des millions de pauvres sont entassés risque de prendre l'exemple des Palestiniens. Moubarak par exemple en a une grande peur. C'est pourquoi, les dirigeants arabes implorent à la fois l'impérialisme et les dirigeants israéliens de mettre fin à cette situation qui risque de devenir incontrôlable.

Ainsi, les Palestiniens de Gaza et de la Cisjordanie montrent à quel point quand un peuple est révolté et décidé à se battre, il peut se faire craindre.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.